

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1084

[2004/200805]

2 FEVRIER 2004. — Arrêté ministériel définissant les critères minimaux permettant la reconnaissance de la qualité différenciée dans le secteur de la production porcine

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 juin 2002 et du 26 août 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000;

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002, ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n°2082/92;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2003;

Considérant l'avis de la Commission des labels et des appellations d'origine, donné le 17 avril 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Afin d'être reconnu au titre de la qualité différenciée telle que prévue, pour le secteur porcin, à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, tout cahier des charges doit répondre à des critères minimaux précisés dans les articles 2 à 16 du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Les porcs doivent être résistants au stress ou, si ce n'est pas le cas, le promoteur doit présenter un programme d'élimination des animaux non résistants à réaliser dans une période maximale de cinq ans après la date de la reconnaissance de la filière de qualité différenciée.

§ 2. Lorsque les termes "race", "type", "souche", "dénomination d'origine" ou synonymes sont utilisés, ils doivent être définis avec précision.

Art. 3. § 1^{er}. Le caractère familial des exploitations promues par le cahier des charges est un critère hautement positif de différenciation.

§ 2. Une exploitation de type familial ne peut compter plus de trois unités de travail à temps plein. Une unité de travail à temps plein correspond à 1 000 places de porcs à l'engrais ou 250 places de truies d'élevage ou 100 places de truies en circuit fermé.

§ 3. Afin de juger de la taille d'une exploitation, le nombre d'animaux certifiés et/ou inscrits est un paramètre peu pertinent, sauf s'il est prévu que l'activité d'engraissement dans les conditions du cahier des charges est exclusive.

Art. 4. § 1^{er}. Elevage et engraissement peuvent figurer au cahier des charges. Au cas où élevage et engraissement sont effectivement prévus, les caractéristiques des sites d'élevage et d'engraissement doivent être précisées.

§ 2. Sur le site d'engraissement, les phases de croissance et de finition doivent être distinguées.

§ 3. Le cahier des charges détaillera les méthodes de production, dont notamment l'alimentation, propres à chaque site et à chaque phase.

§ 4. Le poids limite du stade porcelet déterminant le passage de la phase d'élevage à la phase d'engraissement est fixée à 25 kg. Le promoteur du cahier des charges doit préciser le poids des porcelets mis à l'engrais.

Art. 5. § 1^{er}. Le cahier des charges doit inclure des clauses garantissant la bonne conduite des loges ainsi que la bonne gestion des effluents, tant en ce qui concerne leur stockage que leur épandage.

Ces clauses doivent prévenir les nuisances olfactives ainsi que la prolifération des mouches et autres insectes.

§ 2. La luminosité naturelle doit atteindre un minimum de 40 lux à l'intérieur des porcheries, ladite luminosité étant mesurée à un mètre du sol au milieu du local. Ainsi définie, la luminosité correspond à une section d'entrée de lumière équivalant à un quinzième de la superficie au sol. En lumière artificielle, l'intensité minimale reste de 40 lux et la durée d'éclairage doit équivaloir à celle de la journée, du lever au coucher du soleil.

Art. 6. § 1^{er}. Tout porc issu d'une filière de qualité différenciée doit obligatoirement avoir été nourri avec des aliments repris dans la liste positive ci-dessous :

Numéro	Noms des matières premières
1	Froment (blé)
2	Orge (escourgeon), y compris les radicules
3	Avoine, y compris le malt d'avoine
4	Triticale
5	Epeautre
6	Seigle
7	Sarrasin
8	Millet
9	Milicorn
10	Rebulet de blé
11	Son fin de blé
12	Remoulage de blé

Numéro	Noms des matières premières
13	Maïs
14	Maïs grain humide
15	Maïs grain inertage
16	Gluten de blé
17	Gluten de maïs
18	Glutenfeed de blé
19	Glutenfeed de maïs
20	Tourteaux de germes de maïs
21	Germes de blé
22	Tourteaux de colza
23	Graines de colza
24	Tourteaux de tournesol
25	Tourteaux de soya
26	Graines de soya
27	Tourteaux de lin
28	Graines de lin
29	Pulpes de betteraves
30	Pulpes de chicorées
31	Protéines de pomme de terre
32	Pois
33	Féveroles
34	Lupin
35	Lentilles
36	Caroubes
37	Luzerne déshydratée
38	Levure de bière
39	Levure de boulangerie
40	Lactosérum acide ou doux, liquide ou en poudre
41	Lait écrémé liquide ou en poudre
42	Lait entier liquide ou en poudre
43	Babeurre liquide ou en poudre
44	Mélasse de betterave ou de canne
45	Matières grasses végétales à l'exclusion des mélanges d'acides gras d'origine végétale
46	Acides aminés (lysine, méthionine, tryptophane, créonine)
47	Acides organiques (citrique fumarique, lactique propionique, formique)
48	Enzymes (phytases, amylases, xylanases, glucanases, galactosidases, protéases)
49	Amidon
50	Dextrose
51	Glucose
52	Sucre de betterave ou de canne
53	Probiotiques
54	Prébiotiques
55	Compléments minéraux et vitamines ne comportant aucun additif tel que antibiotiques, calmant, facteur de croissance, hormone ou autres substances médicamenteuses
56	Fourrages produits localement et sans transformation par un agent non agricole (en ce compris les racines et tubercules, ensilage de maïs, paille, rutabaga)

La liste positive ci-dessus inclut les ingrédients des rations d'engraissement, mais aussi des rations d'élevage, à savoir des porcelets premier âge et, le cas échéant, des truies.

Au numéro 56 de la liste, l'expression : "Fourrages produits localement et sans transformation par un agent non agricole", doit se comprendre comme garantissant un cheminement court du fourrage par la proximité de la source d'approvisionnement.

§ 2. Si les organismes génétiquement modifiés sont autorisés, leur exclusion des cahiers des charges est néanmoins considérée, par application du principe de précaution, comme un critère très positif de différenciation.

§ 3. Vu leur imprécision, des termes génériques comme acides gras, acides organiques, liants, enzymes, antioxydants et arômes sont proscrits.

Doivent également être évités les ingrédients susceptibles de contenir des graisses animales cachées, comme les chips de pomme de terre.

§ 4. Par définition, les probiotiques sont des bactéries ou des levures (sous forme lyophilisée revivifiable) utiles à l'organisme, tandis que les prébiotiques sont des matières naturelles qui favorisent le développement de la flore spécifique du tube digestif.

§ 5. La prudence est de mise lors de l'utilisation des enzymes, dont le nom spécifique doit être précisé. Le cas échéant, les promoteurs doivent justifier le recours aux enzymes et démontrer notamment que leur emploi ne permet pas la pratique d'un élevage concentrationnaire.

§ 6. Au numéro 55 de la liste, la classe des compléments minéraux et vitamines exclut tout additif quel qu'il soit. La liste des additifs interdits figurant au numéro 55 est donnée à titre d'exemple et ne saurait être exhaustive.

Il convient toutefois de noter que des éléments tels que les minéraux majeurs (chlorure de sodium, phosphates solubles et oxydes de magnésium) peuvent être inclus dans le complément minéral vitaminé.

§ 7. La liste positive des ingrédients autorisés inclut tacitement les adjuvants indispensables à leur conservation et autorisés par les lois et règlements en vigueur. Ainsi en va-t-il des antioxydants chez les matières grasses végétales à l'exception du BHT.

§ 8. La liste des matières premières autorisées exclut l'emploi dans l'alimentation d'antibiotiques et de toutes autres substances susceptibles de nuire à la santé des animaux et des consommateurs.

Art. 7. Les traitements vétérinaires préventifs et/ou systématiques sont interdits, à l'exception des vaccins et vermifuges explicitement décrits dans le cahier des charges.

Il appartient aux promoteurs de définir les conditions des traitements thérapeutiques.

Art. 8. Le bien-être animal est considéré comme un critère de différenciation à la condition que l'entièreté du cahier des charges ait explicitement cette orientation.

Art. 9. § 1^{er}. La séparation des lots pendant la mise à jeun, le transport et l'attente à l'abattoir est obligatoire.

Il faut entendre par lot l'ensemble des porcs engraisés dans une même loge ou case. Une extension de la notion de lot à l'ensemble des porcs issus en même temps d'un même site d'engraissement peut être admise pour autant que le promoteur précise en détail les mesures propres à éviter des effets défavorables sur les animaux, les carcasses et la qualité de la viande.

§ 2. La durée du jeune entre le dernier repas et le chargement doit être de 12 heures au moins et de 18 heures au plus.

Art. 10. L'absence de spécification concernant le chargement, le transport, le déchargement, l'attente et les soins aux animaux à l'abattoir représente un vice rédhibitoire dans un cahier des charges.

Art. 11. § 1^{er}. La conformité du produit au cahier des charges doit être certifiée par un organisme indépendant agréé par le Gouvernement.

La certification peut s'appuyer sur un système d'assurance qualité (autocontrôle) mis en place en interne sous la responsabilité et le contrôle de l'organisme certificateur.

§ 2. La notion d'autocontrôle doit se comprendre comme la mise en place d'un système qualité chez une filière ou un groupement de producteurs. L'autocontrôle peut faciliter le travail de l'organisme certificateur.

§ 3. La traçabilité mise spécifiquement en place dans l'esprit d'une certification de conformité à un cahier des charges doit aller au-delà de la traçabilité minimale exigée par la législation fédérale. Cette dernière ne peut constituer un critère de différenciation du produit.

§ 4. La viande de porc pouvant être commercialisée sous différents conditionnements (carcasses, demi-carcasses, découpes prêtes à trancher ou PAT, découpes prêtes à vendre ou PAV), tout produit ne peut être réputé de qualité différenciée que si son contrôle et sa traçabilité incluent le stade de conditionnement certifié.

Si un promoteur veut faire certifier les portions consommateurs, il doit prévoir cette étape dans le cahier des charges et l'inclure dans le plan de contrôle.

Art. 12. La mise en place d'un encadrement adéquat et d'une action de groupe dans l'adaptation de mesures simples prévenant la dissémination de microbes pathogènes constitue un élément favorable à la reconnaissance de la qualité différenciée

Art. 13. Le promoteur doit garantir une plus-value aux producteurs. Il lui appartient de chiffrer celle-ci.

La perspective d'une ouverture du marché à la qualité différenciée doit être définie dans le cahier des charges.

Art. 14. La structure du cahier des charges doit contenir un chapitre exposant les caractéristiques du produit concerné.

Dans un souci de promotion, le texte doit comprendre des arguments convaincants et susceptibles de toucher le grand public.

Art. 15. Les cahiers des charges donnant lieu à l'obtention de produits présentant des caractéristiques particulières, et non ceux reposant sur des méthodes de production spécifiques, doivent, dans la mesure du possible, reposer sur la perception d'une différence sensorielle par rapport au produit de référence.

Art. 16. Tout promoteur doit, dans son cahier des charges, décrire de manière exhaustive les diverses étapes du processus de production.

Art. 17. Tout promoteur d'un cahier des charges peut prévoir dans celui-ci des points supplémentaires à ceux prévus dans le présent arrêté, permettant une reconnaissance spécifique de son produit.

Art. 18. Toute demande de reconnaissance de la qualité différenciée dans le secteur de la production porcine au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, est soumis à l'avis de la commission consultative scientifique pour les produits agro-alimentaires instituée par le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) N° 2081/92 et N° 2082/92.

Namur, le 2 février 2004.

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1084

[2004/200805]

2. FEBRUAR 2004 — Ministerialerlass zur Bestimmung der Mindestkriterien für die Anerkennung der differenzierten Qualität im Bereich der Schweinefleischproduktion

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2002 und vom 26. August 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 22. September 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung des am 17. April 2003 abgegebenen Gutachtens des Ausschusses der Gattungs- und Gütezeichen,

Beschließt:

Artikel 1 - Um im Rahmen der differenzierten Qualitätsproduktion, die für den Schweinefleischsektor in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft bestimmt worden ist, anerkannt zu werden, hat ein Lastenheft die in den Artikeln 2 bis 16 des vorliegenden Erlasses angeführten Mindestkriterien zu erfüllen.

Art. 2 - § 1. Die Schweine müssen stressresistent sein oder anderenfalls muss der Initiator ein Programm zur Aussonderung der nicht resistenten Tiere vorlegen, das nach spätestens fünf Jahren nach dem Datum der Anerkennung der differenzierten Qualitätsproduktion abgeschlossen sein muss.

§ 2. Wenn die Begriffe "Rasse", "Sorte", "Stamm", "Herkunftsbezeichnung" oder deren Synonyme verwendet werden, müssen sie genau definiert werden.

Art. 3 - § 1. Die Tatsache, dass die in dem Lastenheft angeführten Betriebe einen familiären Charakter aufweisen, stellt ein äußerst positives Kriterium zugunsten der Differenzierung dar.

§ 2. Ein Familienbetrieb darf nicht mehr als drei Vollzeitarbeitseinheiten umfassen. Eine Vollzeitarbeitseinheit entspricht 1 000 Mastschweineplätzen oder 250 Zuchtschweineplätzen oder 100 Plätzen in geschlossenen Schweinehaltungen.

§ 3. Bei der Bewertung der Größe eines Betriebes ist die Anzahl der zertifizierten Tiere und/oder der eingetragenen Tiere ein wenig aussagekräftiger Parameter, es sei denn, in den Bedingungen des Lastenhefts wird vorgesehen, dass ausschließlich die Mast betrieben wird.

Art. 4 - § 1. Zucht und Mast können im Lastenheft angeführt werden. Falls Zucht und Mast effektiv geplant sind, müssen die Charakteristiken der Zucht- und der Mastanlagen erläutert werden.

§ 2. In den Mastanlagen müssen die Wachstumsphase und die Endmastphase getrennt werden.

§ 3. In dem Lastenheft werden die Produktionsmethoden ausführlich beschrieben, insbesondere was die Ernährung in jedem einzelnen Betriebsgelände und bei jeder einzelnen Wachstumsphase betrifft.

§ 4. Das Höchstgewicht des Ferkels, das ausschlaggebend ist, um von der Zuchtphase zu der Mastphase überzugehen, wird auf 25 Kg festgelegt. Der Initiator des Lastenhefts ist verpflichtet, das Gewicht der Ferkel, die für die Mast bestimmt werden, anzugeben.

Art. 5 - § 1. In das Lastenheft sind Klauseln aufzunehmen, die den ordnungsgemäßen Betrieb der Buchten betreffen sowie die ordnungsgemäße Verwaltung der tierischen Ausscheidungen, sowohl was die Lagerung als auch das Ausbringen betrifft.

Durch diese Klauseln sind die Geruchsbelästigungen sowie die starke Vermehrung von Fliegen und sonstigen Insekten vorzubeugen.

§ 2. Die Lichtstärke des Sonnenlichts im Innern der Schweinehalle muss wenigstens 40 Lux betragen. Diese Lichtstärke wird in der Mitte des Raumes einen Meter über dem Boden gemessen. So definiert entspricht die Lichtstärke einem Lichteinfall, der einem Fünfzehntel der Bodenfläche entspricht. Bei einer künstlichen Beleuchtung wird der Wert der Mindestlichtstärke von 40 Lux aufrechterhalten und die Beleuchtungsdauer muss der eines Tages von Aufgang der Sonne bis zu ihrem Untergang entsprechen.

Art. 6 - § 1. Jedes Schwein aus einem Betrieb, der die Methoden der differenzierten Qualität anwendet, muss unbedingt mit den in der nachstehenden positiven Liste angeführten Futtermitteln ernährt worden sein:

Nummer	Bezeichnung der Ausgangserzeugnisse
1	Weizen (Getreide)
2	Gerste (Wintergerste), einschließlich der Wurzelkeime
3	Hafer, einschließlich Hafermalz
4	Triticum
5	Spelz
6	Roggen
7	Buchweizen
8	Hirse
9	Milocorn
10	Getreide in Form von Grießkleie
11	Feine Getreidekleie
12	Getreide in Form von Feinkleie
13	Mais
14	Feuchtkornmais
15	Mit Inertgas behandelte Mais
16	Glutengetreide
17	Maisgluten
18	Getreide in Form von Glutenfeed
19	Mais in Form von Glutenfeed
20	Maiskeimkuchen
21	Getreidekeime
22	Rapskuchen
23	Rapssaat
24	Sonnenblumenkuchen
25	Sojakuchen
26	Sojabohnen
27	Leinkuchen
28	Leinsaat
29	Rübenschnitzel
30	Zichorienschnitzel
31	Kartoffeleinweiß
32	Erbsen
33	Feldbohnen
34	Lupinen
35	Linsen
36	Johannisbrot
37	Trockenluzerne
38	Bierhefe
39	Backhefe
40	Süß- oder Sauermolke, flüssig oder als Pulver
41	Magermilch oder Magermilchpulver
42	Vollmilch oder Vollmilchpulver

Nummer	Bezeichnung der Ausgangserzeugnisse
43	Buttermilch oder Buttermilchpulver
44	Zuckerrüben oder Zuckerrohrmelasse
45	Pflanzliche Fettstoffe mit Ausnahme der Mischungen von Fettsäuren pflanzlicher Herkunft
46	Aminosäuren (Lysin, Methionin, Tryptophan, Kreonin)
47	Organische Säuren (Zitronensäure, Fumarsäure, Milchsäure, Propionsäure, Ameisensäure)
48	Enzyme : Phytase, Amylase, Xylanase, Glukanase, Galaktosidasen, Protease
49	Stärke
50	Dextrose
51	Glukose
52	Zucker aus Zuckerrüben oder Zuckerrohr
53	Probiotika
54	Prebiotika
55	Mineralstoffe und Vitamine, die keine Zusatzstoffe wie z.B. Antibiotika, Beruhigungsmittel, Wachstumsstoffe, Hormone oder sonstige Medikamente beinhalten
56	Vor Ort angebaute Futtermittel, die nicht durch einen nichtlandwirtschaftlichen Betrieb verarbeitet werden (einschließlich Wurzeln und Knollen, Maissilage, Stroh, Steckrüben)

Die oben angeführte positive Liste umfasst die Zutaten der Mastrationen aber auch der Zuchtrationen, d.h. der neugeborenen Ferkel und gegebenenfalls der Säue.

Unter Punkt 56 der Liste ist die Bezeichnung: "Vor Ort angebaute Futtermittel, die nicht durch einen nichtlandwirtschaftlichen Betrieb verarbeitet werden" so zu verstehen, dass durch die Nähe der Versorgungsquelle ein kurzer Weg des Futters gewährleistet wird.

§ 2. Falls genetisch veränderte Organismen erlaubt sind, wird deren Ausschluss von dem Lastenheft jedoch in Anwendung des Vorsorgeprinzips als ein sehr positives Differenzierungskriterium betrachtet.

§ 3. Aufgrund ihrer Ungenauigkeit sind Oberbegriffe wie Fettsäuren, organische Säuren, Bindemittel, Enzyme, Antioxydationsmittel und Aromastoffe untersagt.

Ebenfalls zu vermeiden sind Zutaten, die versteckte tierische Fette enthalten können wie zum Beispiel Kartoffelchips.

§ 4. Von der Definition her handelt es sich bei Probiotika um Bakterien oder Hefen (in gefriergetrockneter wiederbelebbarer Form), die dem Organismus nutzen, wohingegen es sich bei Prebiotika um natürliche Stoffe handelt, die die Entwicklung der Darmflora fördern.

§ 5. Bei der Anwendung von Enzymen ist mit Vorsicht vorzugehen und ihre spezifische Bezeichnung muss angeführt werden. Gegebenenfalls müssen die Initiatoren den Einsatz von Enzymen rechtfertigen und insbesondere beweisen, dass ihre Anwendung nicht die Massentierhaltung ermöglicht.

§ 6. Unter Punkt 55 der Liste schließt die Klasse der als Ergänzungsmittel gegebenen Mineralstoffe und Vitamine Zusatzstoffe gleich welcher Art aus. Die unter Punkt 55 angeführte Liste der untersagten Zusatzstoffe wird nur als Beispiel angeführt und ist in keiner Weise erschöpfend.

Hier sei jedoch darauf hingewiesen, dass Bestandteile wie die wichtigsten Mineralstoffe (Natriumchlorid, wasserlösliches Phosphat und Magnesiumoxid) dem vitamin- und mineralstoffhaltigen Futterergänzungsmittel beigefügt werden können.

§ 7. Die positive Liste der erlaubten Zutaten schließt stillschweigend die Zusatzstoffe ein, die für die Konservierung unerlässlich sind und die durch die geltenden Gesetze und Verordnungen erlaubt sind. Das gleiche gilt für die Antioxydationsmittel bei pflanzlichen Fettstoffen, mit Ausnahme von BHT.

§ 8. Die Liste der erlaubten Ausgangserzeugnisse schließt die Anwendung von Antibiotika und sonstigen Substanzen, die der Gesundheit der Tiere und der Verbraucher schaden können, bei der Ernährung aus.

Art. 7 - Die veterinärmedizinischen vorbeugend und/oder systematisch durchgeführten Behandlungen sind untersagt, mit Ausnahme der Impfungen und der Wurmkuren, die in dem Lastenheft ausführlich beschrieben werden.

Es ist Aufgabe der Initiatoren, die Bedingungen für die therapeutische Behandlung festzulegen.

Art. 8 - Das Wohlbefinden des Tieres gilt als ein Differenzierungskriterium, unter der Bedingung, dass das gesamte Lastenheft dieses Ziel ausdrücklich verfolgt.

Art. 9 - § 1. Die Trennung der Lose während des Nüchterns, des Transports und der Wartezeit im Schlachtbetrieb ist Pflicht.

Als ein Los gelten alle Schweine, die in derselben Bucht oder in demselben Kasten gemästet worden sind. Eine Ausdehnung des Begriffs des Loses auf alle Schweine, die gleichzeitig aus ein und demselben Mastbetrieb stammen, ist zulässig, unter der Bedingung, dass der Initiator ausführlich erläutert, welche Maßnahmen getroffen werden, um negative Auswirkungen auf die Tiere, die Schlachtkörper und die Fleischqualität zu vermeiden.

§ 2. Die Dauer des Nüchterns zwischen der letzten Fütterung und dem Verladen muss wenigstens 12 Stunden und höchstens 18 Stunden betragen.

Art. 10 - Das Fehlen von Auflagen für das Verladen, den Transport, das Abladen, die Wartezeit und die Betreuung der Tiere im Schlachthof stellt einen redhibitorischen Mangel eines Lastenheftes dar.

Art. 11 - § 1. Die Übereinstimmung des Erzeugnisses mit dem Lastenheft muss von einer unabhängigen, von der Regierung zugelassenen Einrichtung zertifiziert werden.

Die Zertifizierung kann sich auf ein System zur Qualitätssicherung berufen (Selbstkontrolle), das intern unter der Verantwortung und der Kontrolle des Zertifizierers eingeführt worden ist.

§ 2. Der Begriff der Selbstkontrolle ist so zu definieren, dass ein System zur Qualitätssicherung innerhalb eines Betriebszweiges oder bei einer Vereinigung von Erzeugern eingeführt wird. Die Selbstkontrolle kann die Arbeit der Zertifiziereinrichtung erleichtern..

§ 3. Die Rückverfolgbarkeit, die spezifisch eingeführt worden ist im Sinne einer Zertifizierung der Übereinstimmung mit einem Lastenheft muss über die minimale Rückverfolgbarkeit, die im Rahmen der föderalen Gesetzgebung verlangt wird, hinausgehen. Diese letztgenannte Rückverfolgbarkeit kann kein Kriterium zur Differenzierung des Erzeugnisses darstellen.

§ 4. Insofern das Schweinefleisch unter verschiedenen Aufmachungen vertrieben werden kann (Schlachtkörper, Schlachtviertel, schneidefertige Teilstücke oder SFT, verkaufsfertige Teilstücke oder VFT), so kann ein Erzeugnis nur dann als Erzeugnis von differenzierter Qualität gelten, wenn seine Kontrolle und seine Rückverfolgbarkeit den Vorgang der zertifizierten Aufmachung umfasst.

Falls ein Initiator verbraucherfertige Portionen zertifizieren lassen möchte, muss er diesen Vorgang im Lastenheft vorsehen und ihn in den Kontrollplan integrieren.

Art. 12 - Die Schaffung angemessener Rahmenbedingungen und die Durchführung aufeinander abgestimmter Handlungen im Rahmen der Anpassung einfacher Maßnahmen zur Vorbeugung der Verbreitung von pathogenen Mikroben ist eine Voraussetzung, die für die Anerkennung der differenzierten Qualität von Vorteil ist.

Art. 13 - Der Initiator muss den Erzeugern eine Wertsteigerung garantieren. Es obliegt ihm, diese Wertsteigerung zu beziffern.

Die Perspektive der Öffnung des Marktes für Erzeugnisse von differenzierter Qualität muss in dem Lastenheft definiert werden.

Art. 14 - Das Lastenheft muss so strukturiert sein, dass es ein Kapitel über die Charakteristiken des betreffenden Erzeugnisses enthält.

Im Sinne der Absatzförderung muss der Text überzeugende Argumente anführen, die für die Öffentlichkeit von großer Aussagekraft sind.

Art. 15 - Die Lastenhefte, die dazu führen, dass Erzeugnisse hergestellt werden, die besondere Charakteristiken aufweisen und nicht jene Lastenhefte, denen spezifische Produktionsmethoden zugrunde liegen, müssen so weit wie möglich auf einem mit den Sinnen feststellbaren Unterschied im Vergleich zu dem Referenzerzeugnis beruhen.

Art. 16 - Jeder Initiator muss in seinem Lastenheft die verschiedenen Schritte des Produktionsverfahrens ausführlich beschreiben.

Art. 17 - Jeder Initiator eines Lastenhefts muss zusätzlich zu den in dem vorliegenden Erlass angeführten Punkten in diesem Lastenheft Punkte vorsehen, die eine spezifische Unterscheidung seines Erzeugnisses ermöglichen.

Art. 18 - Für jeden Antrag auf Anerkennung der differenzierten Qualität im Bereich der Schweinefleischproduktion im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft ist das Gutachten des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel, eingerichtet durch das Dekret vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region, einzuholen.

Namur, den 2. Februar 2004

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1084

[2004/200805]

2 FEBRUARI 2004. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de minimale criteria voor de erkenning van de gedifferentieerde kwaliteit in de varkenssector

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 houdende regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 juni 2002 en 26 augustus 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2000;

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (EEG) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2003;

Gelet op het advies van de Commissie voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst, gegeven op 17 april 2003,

Besluit :

Artikel 1. Voor de erkenning van de gedifferentieerde kwaliteit, zoals bedoeld, wat betreft de varkenssector, in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, moet elk bestek voldoen aan minimale criteria die bepaald zijn in de artikelen 2 tot 16 van dit besluit.

Art. 2. § 1. De varkens moeten stressbestendig zijn; in het tegenovergestelde geval moet de promotor een programma voorleggen voor de verwijdering van niet-stressbestendige dieren, dat moet worden uitgevoerd binnen een maximale periode van vijf jaar na de datum van erkenning van de keten met een gedifferentieerde kwaliteit.

§ 2. Wanneer de termen "ras", "soort", "stam", "oorsprongsbenaming" of synoniemen daarvan worden gebruikt, moeten ze nauwkeurig worden bepaald.

Art. 3. § 1. De familiale aard van de bedrijven die in het bestek gepromoot zijn, is een hoogst positief differentiatiecriteria.

§ 2. Een familiebedrijf bevat hoogstens drie voltijdse werkeenheden. Een voltijdse werkeenheden komt overeen met 1 000 mestvarkensplaatsen of met 250 fokzeugenplaatsen of met 100 zeugenplaatsen in een gesloten houderijsysteem.

§ 3. Het aantal gecertificeerde en/of ingeschreven dieren is weinig relevant om de omvang van een bedrijf vast te leggen, behalve als de vetmesting een uitsluitende voorwaarde van het bestek is.

Art. 4. § 1. Het fokken en het vetmesten kunnen vermeld zijn in het bestek. In dit geval, moeten de kenmerken van de desbetreffende sites beschreven zijn.

§ 2. Op de vetmestingsite moeten de groei- en slachtfases worden onderscheiden.

§ 3. Het bestek beschrijft de productiemethoden, waaronder de voeding, eigen aan elke site en fase.

§ 4. Het grensgewicht van het stadium "big", dat de overgang van de fokfase naar de vetmestingsfase bepaalt, wordt vastgelegd op 25 kg. De promotor van het bestek moet het gewicht van de vetgemeste biggen aanduiden.

Art. 5. § 1. Het bestek moet clausules bevatten waarbij het goede gebruik van de boxen alsook het goede beheer van het afvloeisel wordt verzekerd, zowel wat betreft de opslag als de verspreiding daarvan.

Die clausules moeten reukhinder alsook de proliferatie van vliegen en andere insecten voorkomen.

§ 2. De natuurlijke helderheid, die gemeten wordt op één meter van de grond in het midden van het lokaal, moet minimum 40 lux bedragen binnen de varkensstallen. De aldus vastgelegde helderheid stemt overeen met een lichtsectie die gelijk is aan één vijftiende van de grondoppervlakte. Bij kunstmatig licht, blijft de minimale helderheid gelijk aan 40 lux en moet de verlichtingsduur gelijkstaan met die van de dag, van zonsopgang tot -ondergang.

Art. 6. § 1. Elk varken dat afkomstig is van een keten met gedifferentieerde kwaliteit moet gevoed zijn geweest met voedingsmiddelen opgenomen in onderstaande positieve lijst:

Nummer	Grondstoffen
1	Tarwe
2	Gerst (haarwortels inbegrepen)
3	Haver (havermout inbegrepen)
4	Triticale
5	Spelt
6	Rogge
7	Boekweit
8	Gierst
9	Milocorn
10	Tarwekortmeel
11	Tarwezemelen
12	Tarwekriel
13	Mais
14	Vochtig geoogste korrelmaïs
15	Inert gemaakte korrelmaïs
16	Tarwegluten
17	Maïsgluten
18	Tarweglutenfeed
19	Maïsglutenfeed
20	Maïskiemkoeken
21	Tarwekiemen
22	Koolzaadkoeken
23	Koolzaad
24	Zonnebloemkoeken
25	Sojakoeken
26	Sojazaden
27	Lijnkoeken
28	Lijnzaden
29	Bietenpulp
30	Cichoreipulp
31	Aardappelwit
32	Erwten
33	Paardebonen
34	Lupinen
35	Linzen
36	Johannesbroden
37	Gedroogde luzerne

Nummer	Grondstoffen
38	Biergist
39	Bakkerijgist
40	Zoete of zure wei of weipoeder
41	Magere melk of melkpoeder
42	Volle melk of melkpoeder
43	Karnemelk of karnemelkpoeder
44	Biet- of rietmelasse
45	Plantaardige vetstoffen, met uitzondering van mengsels van plantaardige vetzuren
46	Amino-zuren (lysine, methionine, tryptofaan, threonine)
47	Organische zuren (citroen-, fumaar-, melk-, propion- en mierzuur)
48	Enzymen : fytasen, amylasen, xynalasen, glucanasen, galactosidasen, proteasen
49	Zetmeel
50	Dextrose
51	Glucose
52	Biet- of rietsuiker
53	Probiotica
54	Prebiotica
55	Minerale complementen en vitamines zonder additieven (antibiotica, kalmeringsmiddelen, groeifactoren, hormonen of andere geneesmiddelen)
56	Lokaal geproduceerd voeder zonder verwerking d.m.v. een niet-landbouwkundige stof (wortels, knollen, inkuilen van mais, stro en koolraap inbegrepen)

De onderstaande positieve lijst bevat de ingrediënten van de vetmestingsporties, maar ook van de fokporties, namelijk biggen in het eerste levensjaar en, in voorkomend geval, zeugen.

Op nummer 56 van de lijst moet de uitdrukking "Lokaal geproduceerd voeder zonder verwerking d.m.v. een niet-landbouwkundige stof" worden begrepen als de waarborg van een snel vervoer van het voeder via de nabije voorzieningsbron.

§ 2. Indien de genetisch gewijzigde organismen worden toegestaan, wordt hun uitsluiting van het bestek echter beschouwd, overeenkomstig het voorzorgsprincipe, als een hoogst positief differentiatiecriteria.

§ 3. Wegens hun vaagheid, worden generieke termen zoals vetzuren, organische zuren, bindmiddelen, enzymen, antioxidanten en aroma's verworpen.

De ingrediënten die verborgen dierlijke vetten kunnen bevatten, zoals aardappelchips, moeten ook vermeden worden.

§ 4. De probiotica zijn per definitie bacteriën of gisten (in een gelyofiliseerde reactieerbare vorm) die nuttig zijn voor het organisme, tenzij prebiotica natuurlijke stoffen zijn die de ontwikkeling van de specifieke flora van het spijsverteringskanaal bevorderen.

§ 5. De voorzichtigheid is gepast bij het gebruik van enzymen, wier specifieke naam moet worden bepaald. In voorkomend geval, moeten de promotors het gebruik van enzymen rechtvaardigen en in het bijzonder aantonen dat het opfokken in legbatterijen daardoor niet mogelijk is.

§ 6. Op nummer 55 van de lijst, wordt elk additief, ongeacht zijn aard, uitgesloten van de klasse van de minerale complementen en vitamines. De lijst van de verboden additieven die staan vermeld op nummer 55, wordt als indicatie gegeven en is niet uitputtend.

Er moet echter worden opgemerkt dat elementen zoals de belangrijkste mineralen (natriumchloride, oplosbare fosfaten en magnesiumoxiden) kunnen worden opgenomen in het gevitamineerde minerale complement.

§ 7. De positieve lijst van de toegestane ingrediënten bevat stilzwijgend de hulpstoffen die noodzakelijk zijn voor het behoud daarvan en die toegestaan zijn bij de vigerende wetten en regelingen. Hetzelfde geldt voor antioxidanten bij plantaardige vetstoffen met uitzondering van BHT.

§ 8. De lijst van de toegestane grondstoffen sluit het gebruik in de voeding van antibiotica uit alsook van alle andere stoffen die schadelijk kunnen zijn voor de gezondheid van de dieren en gebruikers.

Art. 7. De preventieve en/of systematische veterinaire behandelingen zijn verboden, met uitzondering van vaccins en wormdrijvende middelen die expliciet beschreven zijn in het bestek.

De promotors moeten de voorwaarden m.b.t. de therapeutische behandelingen bepalen.

Art. 8. Het welzijn van het dier wordt beschouwd als een differentiatiecriteria op voorwaarde dat het geheel van het bestek deze oriëntatie uitdrukkelijk volgt.

Art. 9. § 1. De scheiding van de loten tijdens het uitvasten, het vervoer en de afwachting in het slachthuis is verplicht.

Onder lot verstaat men het geheel van de varkens die vetgemaakt worden in eenzelfde hok of kraamhok. Een uitbreiding van het begrip hok tot het geheel van de varkens die tevens afkomstig zijn van eenzelfde vetmestings-site kan worden toegelaten voorzover de promotor de maatregelen ter vermindering van schadelijke gevolgen voor dieren, karkassen en vleeskwiteit uitvoerig beschrijft.

§ 2. De duur van het uitvasten tussen de laatste voeding en de lading moet begrepen zijn tussen 12 en 18 uur.

Art. 10. Het gebrek aan specificatie betreffende de lading, het vervoer, de uitlading, de afwachting en de dierenzorg in het slachthuis vormt een koopvernietigend gebrek in een bestek.

Art. 11. § 1. De conformiteit van het product met het bestek moet gecertificeerd worden door een onafhankelijke instelling die erkend is door de Regering.

De certificatie kan steunen op een intern systeem voor kwaliteitsverzekering (autocontrole) ingesteld onder de verantwoordelijkheid en controle van de certificerende instelling.

§ 2. Het begrip autocontrole moet worden verstaan als het instellen van een kwaliteitssysteem in een teken of in een groepering van producenten. De autocontrole kan het werk van de certificerende instelling vergemakkelijken.

§ 3. De traceerbaarheid met het oog op een certificatie van conformiteit met een bestek moet de door de federale wetgeving vereiste minimale traceerbaarheid overschrijden. Die laatste vormt geen differentiatiecriteria voor het product.

§ 4. Aangezien het varkensvlees in de handel kan worden gebracht in verschillende conditioneringen (karkassen, halve karkassen, uit te snijden of te verkopen stukken vlees), wordt een product geacht van gedifferentieerde kwaliteit te zijn voorzover de controle en traceerbaarheid ervan het gecertificeerde conditioneringsstadium omvatten.

Indien een promotor de verbruikersporties wil laten certificeren, moet hij deze stap voorzien in het bestek en die opnemen in het controleplan.

Art. 12. De uitvoering van een gepaste begeleiding en van een groepactie bij de aanpassing van eenvoudige maatregelen ter voorkoming van de verspreiding van pathogene microben vormt een gunstig element voor de erkenning van de gedifferentieerde kwaliteit.

Art. 13. De promotor moet een meerwaarde garanderen aan de producenten. Hij moet deze becijferen. Het perspectief van een opening van de markt voor de gedifferentieerde kwaliteit moet worden vastgelegd in het bestek.

Art. 14. De structuur van het bestek moet een hoofdstuk bevatten waarin de kenmerken van het betrokken product worden uiteengezet.

Met het oog op promotie, moet de tekst overtuigende argumenten bevatten die het grote publiek kunnen betreffen.

Art. 15. De bestekken betreffende producten met bijzondere kenmerken, en niet degene die berusten op specifieke productiemethoden, moeten, in de mate van het mogelijke, berusten op de waarneming van een zintuiglijk verschil in verhouding tot het referentieproduct.

Art. 16. Elke promotor moet de verschillende stappen van het productieproces uitvoerig beschrijven in zijn bestek.

Art. 17. Elke promotor van een bestek kan daarin bijkomende punten voorzien ter aanvulling van die bedoeld in dit besluit, waarbij een specifieke erkenning van zijn product mogelijk is.

Art. 18. Elke erkenningsaanvraag voor de gedifferentieerde kwaliteit in de varkenssector op grond van het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, behoeft het advies van de wetenschappelijke adviescommissie voor agrovoedingsproducten ingesteld bij het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (EEG) nrs. 2081/92 en 2082/92.

Namen, 2 februari 2004.

J. HAPPART

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1085

[2004/200806]

19 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur les conditions d'agrément des organisations professionnelles représentatives de producteurs de chicorée

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001, notamment l'article 4 inséré par la loi du 5 février 1999;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 24 janvier 2003;

Considérant le Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur sucre;

Vu l'avis 36.005/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° « l'Administration compétente » : la Division de la Politique agricole de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le Ministre peut agréer des organisations professionnelles représentatives de producteurs de chicorée.

Art. 3. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Administration compétente.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être agréées, et le demeurer, les organisations professionnelles représentatives visées à l'article 2 doivent remplir les conditions et respecter les obligations ci-après :

1° être constituées sous forme d'association sans but lucratif;

2° communiquer au Ministre les règles communes établies et les accords interprofessionnels conclus;

3° se soumettre au contrôle du Ministre ou de ses délégués notamment en ce qui concerne leur comptabilité et fournir toutes les informations nécessaires à l'exercice de ce contrôle;

4° respecter les dispositions des règlements de la Communauté européenne et des dispositions de droit interne transposant les directives de la Communauté européenne, notamment en matière d'accords interprofessionnels et de contrats;

5° assurer l'information nécessaire aux personnes concernées quant aux règles fixées.